

LE 19 MARS ? NOUS Y SERONS !**Partout, la crise s'amplifie**

Les régressions sociales subies par les salariés depuis 25 ans s'accroissent avec la crise. Chômage et précarité explosent (92 000 chômeurs supplémentaires pour le seul mois de janvier !), et pour tous, les difficultés financières s'aggravent : blocage des salaires, chômage partiel, augmentation des prix...

Mais pour les plus riches, tout va bien : en 2008, les entreprises du CAC 40 ont versé plus de 54 milliards d'euros à leurs actionnaires

Pourtant, Sarkozy continue à vouloir faire payer la crise aux salariés et aux précaires

Au lieu de remettre en cause le partage inégalitaire des richesses, il laisse les vrais responsables de la crise continuer à se gaver et les autres continuer à s'appauvrir :

- D'un côté, 360 milliards d'euros aux banques, 8 Mds € de suppression partielle de taxe professionnelle, 14 Mds € de « paquet fiscal » cette année encore pour les plus riches.
- De l'autre, des miettes : 800 millions d'€ d'allègement de la 1ère tranche d'impôt (dont sont exclus les 17 millions de foyers les plus pauvres), une indemnisation du chômage partiel portée de 60% à 75% (alors que chez Renault par exemple, 1% des dividendes versés suffirait à indemniser à 100% le chômage partiel !).

...Et toujours pas d'augmentation du SMIC, des salaires, des retraites et des minima sociaux.

L'exemple de la Guadeloupe : seule l'action peut faire entendre raison au gouvernement et au patronat.

Nous étions des millions dans l'action le 29 janvier, de tous les secteurs – public et privé, faisant de cette journée la plus grosse mobilisation depuis des décennies.

En Guadeloupe, puis en Martinique et aujourd'hui à la Réunion, pour la première fois depuis longtemps, les luttes ne se sont pas bornées à défendre chèrement les acquis, mais ont débouché sur de nouvelles conquêtes. C'est une grande victoire citoyenne qui a été remportée là-bas !



Les grèves qui se sont développées également à un niveau exceptionnel parmi les chercheurs, universitaires et étudiants ont conduit le Gouvernement à de premières reculades.

Ces mobilisations doivent continuer à s'amplifier et à se généraliser.

C'est dans ce cadre que les 8 organisations syndicales interprofessionnelles appellent à une **grande journée le 19 mars.**

Certes, une journée de grève et de manifestations ne sera pas suffisante pour faire reculer le patronat et le gouvernement et il ne faut pas retomber dans la répétition des grèves de 24 heures. Mais **nous pouvons nous saisir de cette journée comme point d'appui vers la grève générale dont nous avons besoin !**

Avec un 19 mars plus fort encore que le 29 janvier, construisons un mouvement interprofessionnel prolongé qui rassemble !

SUD Energie y mettra toutes ces forces.

REVENDEICATIONS DANS LA PRODUCTION : NE NOUS LAISSONS PAS ENDORMIR PAR DES NEGOCIATIONS SANS FIN !

Alors que la direction du groupe EDF affiche 3,4 milliards de bénéfices et la volonté de distribuer un dividende de 1,28 € par action (ce qui représente 2,3 milliards d'euros), elle supprime des milliers d'emplois et gèle les salaires. Notre pouvoir d'achat est en berne .

Notre système de retraite a changé, nous devons travailler 3,5 années de plus dans des conditions qui se dégradent sans cesse.

Un projet d'accord élaboré par les employeurs de la branche remet en cause l'attribution des taux de pénibilité .

Localement, les problèmes au sein des différents services ne font que croître.

Pourtant, tous ces efforts qu'on nous impose n'améliorent en rien le service rendu à l'utilisateur, les factures d'électricité et les temps de coupure augmentent.

Depuis plusieurs mois, les salariés du nucléaire expriment un profond mécontentement. Outre les problèmes partagés avec l'ensemble des salariés de ce pays, c'est la non prise en considération de revendications spécifiques qui est à l'origine de ce mécontentement : projet d'accord sur les pénibilités visant à diminuer les taux d'activité, sous effectifs chroniques dans de très nombreuses équipes de travail, non-intégration des primes (astreinte, ISC,...) dans le calcul des retraites, pratiques du management non respectueuses des salariés.

Le développement de SUD Energie dans ce secteur a largement contribué à donner du corps à ce ras le bol.

C'est dans cette situation que le secteur DPI de la CGT (que les agents n'entendaient plus beaucoup), a décidé d'appeler les agents de conduite à une journée d'action le 15 janvier. Pourquoi pas ! Mais pourquoi appeler uniquement les agents de conduite à l'action alors que d'autres services sont disponibles. Et pourquoi appeler seule sans rencontrer les autres organisations syndicales que ce soit au niveau de la branche ou des unités. Cela apparaît pour le moins contradictoire avec les démarches unitaires en cours à d'autres niveaux.

Faisant fi de ces contradictions, nos syndicats ont appelé à se joindre au mouvement, qui s'est traduit par une forte mobilisation des agents de la conduite.

Et c'est tant mieux. La Direction, également soudainement toute à l'écoute, a proposé d'engager des négociations.

Bien, mais nous sommes très dubitatifs quant à la tournure que prennent ces négociations. Commencer par un accord de méthode signifie que nous rentrons dans des temps de négociations très longs, loin des agents et de leurs contrôles.

Pourtant, si la direction « est à l'écoute », rien ne lui empêche par exemple d'annoncer dès maintenant le retrait de son projet sur les taux d'activités ou encore un plan d'embauche important.

La direction voudrait endormir les agents, dans une période où la mobilisation va croissante, qu'elle ne s'y prendrait pas autrement.

Pour leur part, les syndicats SUD Energie du secteur Production ont décidé de maintenir l'action sur les revendications de tout le personnel des centrales :

- le versement de 7000 € pour tous les agents (que nous devrions toucher dans le cadre d'une répartition égale des bénéfices annoncée par Sarkozy : 1/3 salariés ; 1/3 investissements ;1/3 actionnaires, soit 3,4 milliards divisés par 150000 divisés par 3)
- Une augmentation de salaire égale pour tous de 300€ (perte de 10% de pouvoir d'achat en quelques années).
- Le retrait du projet d'accord des employeurs concernant l'attribution des taux d'activité et l'attribution d'une équivalence aux taux existants à tous les embauchés à partir de janvier 2009.
- L'intégration des primes (astreinte, ISC, ...) dans le calcul des retraites

Il n'y a pas besoin d'accords de méthode et de négociations « usine à gaz » pour retirer le projet d'accord sur les pénibilités, annoncer un plan d'embauche et des augmentations salariales.

Les directions veulent gagner du temps et attendre des jours meilleurs ?

**Nous proposons d'entrer dans l'action dès maintenant,
à l'occasion des arrêts de tranche.**

ECHO DES UNITES

Deux nouvelles sections : St Laurent des Eaux et l'Unité Logistique Maintenance (ULM)

La section SUD Energie de St Laurent des Eaux a vu le jour en février, avec comme représentant de section syndicale (RSS) Pascal Chemin.

A l'Unité Logistique Maintenance (ULM), au sein de la Division d'Appui Industriel à la Production, c'est notre camarade Christian VEROVE qui est RSS.

Nous souhaitons longue vie à ces deux sections !

Elections CE et DP

Dans les nouvelles Divisions DSP et DAIP auront lieu en mars des élections aux Institutions Représentatives du personnel (CE-DP). SUD Energie présente des candidats sur certains périmètres, en particulier à l'ULM.

Enfin un PDG qui sert à quelque chose !

Un PDG, ou Pot De Grève, ou Pour Devenir Gagnant, a été mis en place au Bugey, puis à Dampierre. Voilà une bonne idée ! Constitués en association, chaque adhérent cotise, en prévision de grèves longues. Cela permet de renouer avec des pratiques de solidarité. Exemple à suivre ...

Les Enfoirés à Dampierre quand nos managers se lâchent

En face de vous, tous réunis lors d'un séminaire, **nos managers chantent, sur l'air de Restos du Cœur...** Nos chers encadrants, toute honte bue, en appellent en chantant (mal par ailleurs) à la « solidarité, la convivialité », imaginent des « agents motivés » et se réfèrent au « sens de l'humain »... Ce serait une bonne nouvelle si, dans leurs pratiques quotidiennes, ils ne faisaient exactement le contraire. D'ailleurs, regardez bien cette vidéo... ils n'y croient pas eux-même !!

De plus dans leur couplet, on entend qu'ils aimeraient bien avoir leurs « heures supp de payées ». Plutôt que de s'épuiser au travail, nous leurs proposons de se battre pour obtenir une meilleure répartition du travail, ce qui créerait des embauches et nous donnerait un peu d'air.

Pour cette année, ils nous préparent peut-être la « danse des canards » : ça vaudra le détour !

www.youtube.com

Chasse aux drapeaux au Blayais

La veille de la nomination de notre RSS (responsable de section syndicale) au Blayais, la Direction n'a pas manqué l'occasion de se ridiculiser en n'hésitant pas à payer un huissier pour ... faire retirer un drapeau SUD Energie de l'entrée du site !

Voilà de l'argent bien dépensé.

Il faudra vous y faire, Mrs les directeurs, ces drapeaux ont maintenant droit de cité au Blayais.



A PALUEL et PENLY : Bataille contre la suppression d'un jour férié

Le statut du personnel des IEG stipule que le jour de fête locale est un jour férié et doit être rémunéré comme tel s'il est travaillé: heures majorées de jour férié et récupération de repos compensateurs.

Or sur les sites de Penly et Paluel, depuis de nombreuses années et en accord avec certains syndicats, le jour de fête locale est fixé en commission secondaire (CS) de Paluel-Penly le mardi de pâques ou de pentecôte au choix, mais sous condition que l'agent ne soit ni d'astreinte ni de quart ces deux jours. Si c'est le cas, il lui est imposé de prendre une journée de repos un autre jour dans l'année toujours sous condition d'être ni d'astreinte, ni de quart), sans majoration d'heures. En deux mots, ceci revient purement et simplement à supprimer un jour férié du statut !

Les représentants SUD ENERGIE ont demandé en réunion des délégués du personnel (DP) que soit respecté le statut : une date unique pour le jour de fête locale, avec récupération et paiement des heures majorées en cas d'astreinte ou de quart.

Après des tergiversations, la Direction n'a pu qu'accepter de traiter cette affaire en CE. L'estimation exigée par SUD du surcoût de l'application du statut (et donc du paiement des heures majorées) s'élève à environ 33970€¹. Les rémunérations liées aux interventions en astreinte sont à rajouter car impossibles à prévoir et donc à évaluer.

Tableau de perte de pouvoir d'achat moyen			
	Nb d'agents	Perte par agent	Perte totale
3X8	100	323,26 €€	32 326€
Astreinte	49	33,55 €	1 644 €
Total	149		33 970 €

Il est clair que ce surcoût pour l'entreprise est une baisse de pouvoir d'achat pour les agents. Ce jour de fête locale doit rester un jour férié, rémunéré comme tel donc à une date unique. SUD ENERGIE PENLY exige donc l'application fidèle du statut et agit dans ce sens en comité d'entreprise.

¹ base de 49 agents d'astreinte et de 100 agents en service continu en NR 150 ECH 8, donc hors cadres qui sont forfaitisés et/ou mensualisés

POUR UNE POLITIQUE ENERGETIQUE RESPONSABLE

URANIUM : une région pillée, un peuple sacrifié

AREVA tire près de 40% de sa production d'uranium du **Nord Niger**, pays encore classé à ce jour parmi les 3 plus pauvres de la planète.

Les 40 années d'exploitation minière de Areva, ont eu pour conséquences :

- La spoliation des terres autour des deux sites.
- Des bénéfices énormes réalisés par Areva sans retombées pour les populations : un véritable partenariat « gagnant-perdant » !
- La destruction de la faune et de la flore aux alentours des mines.
- La contamination de l'air et des ressources en eau par des poussières radioactifs.
- L'épuisement d'une des deux grandes nappes fossiles (Tarat), à hauteur de 2/3 de ses réserves ...

C'est tout un peuple, chassé de ses terres, privé de ses activités traditionnelles, de ses ressources en eau, qui est menacé de disparaître face aux enjeux géostratégiques et politiques mondiaux.

Interdisant tout acte de résistance, le Niger – tacitement soutenu par l'Etat français, au travers de sa « filiale » Areva organise, une vaste campagne de discrimination avec l'objectif à peine voilé de vider la région de ses habitants.

Les pleins pouvoirs sont ainsi donnés à l'armée nigérienne, l'état d'exception est décrété pour la région d'Agadez :

- Exécutions sommaires ciblées et arrestations arbitraires
- Destruction des moyens de subsistance des nomades (cheptel abattu, activités agricoles rendues impossibles, approvisionnements restreints, etc.)
- Populations déplacées
- ONG interdites, radios et presse muselés.

Devant cette catastrophe annoncée, SUD Energie soutient le collectif « Areva ne fera pas la loi au Niger », qui mène une campagne visant à mettre la société Areva, la France, l'Union européenne et la communauté internationale face à leurs responsabilités.

Le collectif appelle le gouvernement français, l'Union Européenne et les instances internationales :

- à faire pression sur les autorités nigériennes afin qu'elles respectent les normes relatives aux droits de l'Homme.
- à reconnaître l'urgence de la crise humanitaire liée aux exploitations minières.
- à mettre tout en œuvre afin de porter secours aux populations victimes du conflit (déplacés, réfugiés, détenus)
- à une action immédiate en faveur d'un retour à la paix rapide et équitablement négocié.
- La dépollution des sites déjà exploités et une expertise

EPR de PENLY : pour une politique énergétique responsable

La décision de construire un nouvel à Penly représente un déni de démocratie : elle a été prise en toute opacité, sans aucun débat, par le président et quelques conseillers, poussés par les directions d'EDF et de GDF-Suez alors qu'elle engage des choix sur le très long terme pour le pays.

Quelle est la légitimité de Sarkozy pour décider d'un nouvel EPR ? Aucune.

Pourquoi la PPI (Programmation Pluriannuelle des Investissements de production d'électricité) actuelle ne prévoit pas de nouvel EPR avant 2015-2020, après Flamanville ?

Par ailleurs, les motivations de ce choix sont choquantes : **il ne s'agit pas de répondre à un besoin en énergie** puisque la France est exportatrice et que l'énergie supplémentaire produite par cet EPR est manifestement destinée à l'export. EDF annonçait d'ailleurs récemment que la France n'avait pas besoin.

Il s'agit simplement de satisfaire les appétits des présidents d'EDF et de GDF-Suez, appartenant au cercle des actionnaires et dirigeants qui font la loi dans le pays, en les pourvoyant du savoir-faire d'ensemblier nucléaire dans le cadre d'une relance annoncée du nucléaire dans le monde.

Le lancement de ce nouvel EPR **risque de condamner pour de nombreuses années le vaste programme de réduction de la consommation nécessaire** pour une réponse durable à l'impasse énergétique actuelle, et actées au Grenelle de l'Environnement. Tabler, comme cela se fait, sur une croissance infinie de la consommation, est tout simplement irresponsable de la part du Gouvernement.

Bien sûr, les régions Dieppoise et Tréportaise se réjouissent de l'arrivée de l'EPR et des emplois qu'il créera. Mais la perspective de création d'emplois peut-elle justifier un choix énergétique non partagé, d'autant que pour un investissement équivalent (4 milliards d'euros), d'autres filières - en particulier les énergies renouvelables - en créeraient bien plus ?

Avec le changement de statut d'EDF et les exigences de rentabilité qui l'ont accompagné, la sécurité du parc de production n'a cessé de se dégrader. L'arrivée, même en tant que partenaire minoritaire, d'un opérateur privé, renforcera encore la pression sur les coûts aux dépens de la sécurité.

Enfin, au delà de l'EPR de Penly, il est fortement question d'un 3^{ème} EPR, dans l'unique objectif d'offrir aussi à GDF-Suez « son » réacteur nucléaire.

Jusqu'où iront les appétits des dirigeants et actionnaires des opérateurs énergétiques ?

Jusqu'où ira l'incurie du Gouvernement, qui dirige la politique énergétique du pays non pas en fonction des besoins et des contraintes environnementales, mais en fonction des desiderata des « copains » ?

Une chose est sûre : ceux qui pensaient que la libéralisation rendrait les choix énergétiques plus transparents et plus démocratiques ont aujourd'hui la réponse.